



## **Une semaine de continuité du lien scolaire riche d'enseignements mais pas forcément ceux qu'on croit.**

Après une première semaine de fermeture des établissements scolaires et de confinement, il est temps de dresser un premier bilan de la continuité pédagogique mise en place par les professeurs. Ce premier point d'étape se lit comme un regard sur ce qui se passe dans l'intimité des foyers, que l'on se place du côté des enseignant-e-s, des parents ou des élèves.

Tout d'abord côté enseignant, il faut souligner l'investissement massif des collègues dans la mise en œuvre d'un maintien de « l'école à la maison ». Si les outils numériques ont fait défaut dans les premiers jours, c'est bien qu'un grand nombre de professeurs ont mis en application la volonté ministérielle de continuité du lien scolaire. Cependant, il est de notre rôle d'inviter les collègues à ne pas céder à la pression sociale, hiérarchique et ministérielle.

La première semaine met en évidence la sensation d'être au travail tout notre temps d'éveil. Soyons-en conscient-e-s et adaptons notre travail en conséquence pour tenir dans la durée.

La pression ministérielle à clamer la semaine passée sur tous les plateaux télé et radio de France, « nous sommes prêts » a imposé aux collègues d'être prêts. En réalité, personne n'y était. Toutes les consignes résumées dans une formule valise : « l'école à la maison ».

La pression sociale est venue s'ajouter implicitement. Nous, le corps enseignant, avons à cœur de montrer, prouver aux parents, à la société, à nos chefs que le mépris avec lequel nous sommes traités trop régulièrement est infondé. Nous pensons que le message est passé. Il serait bienvenu de ne pas surenchérir dans les prochaines semaines au risque de voir fleurir de nouveaux reproches, fondés ceux-là.

Du côté des élèves, il semblerait que les pourcentages de connexion aux environnements numériques de travail soient corrects. Sauf que ces « bons chiffres » cachent une forêt d'inégalités. Nous rappelons que, peut-être davantage encore dans notre département, la fracture numérique accompagne les inégalités sociales, scolaires et culturelles.

Nous avons fait cette semaine, le travail le plus accessible avec la frange de la population la plus facile à capter. Nous pouvons considérer que nous ne nous sommes pas adressés aux plus fragiles. C'est désormais vers eux que nous devons nous tourner. Gardons à l'esprit que plus d'un million de jeunes vivent dans la grande pauvreté, que le risque est grand de voir se creuser davantage les inégalités entre les familles qui disposent des moyens matériels, des codes de l'école et les autres.

Les enseignant-e-s/parents qui assurent en même temps le suivi de leurs classes et de leurs enfants se rendent compte de ce que représente la charge de travail demandée aux jeunes. C'est dur, c'est démotivant, c'est long. Réduisons la quantité, pour que ce soit joyeux, ludique et motivant. C'est notre rôle de conseiller, écouter, rassurer les élèves et leurs familles dans la gestion de cette crise sanitaire. Ne demandons pas aux parents de se substituer aux professeurs. Nous ne pouvons pas garder les mêmes exigences. La continuité pédagogique ne doit pas venir ajouter de la complexité et du stress dans les familles en cette période suffisamment difficile.

Du côté des parents, ils ne peuvent pas répondre à toutes les injonctions qu'ils reçoivent actuellement. Ils doivent en priorité faire confiance à leurs enseignant-e-s qui les guident et les conseillent. Pour les familles, notre responsabilité est donc immense et bien au-delà du volume de devoirs scolaires qu'on donne à leurs enfants. Parlons-nous, écoutons-nous, respectons-nous. Faisons ce pas de côté pour permettre à toutes et tous de sortir grandi-e-s de cette expérience sociale inédite.

Pour conclure, il n'est pas acceptable que la communication ministérielle donne l'illusion que l'école se poursuit à domicile. D'une part parce que l'Éducation Nationale n'était pas et n'est pas prête à assurer une continuité pédagogique réelle. D'autre part, parce que ce serait nier l'importance des inégalités sociales, où les enfants des familles les plus éloignées des codes scolaires, les plus touchées par la fracture numérique, sont les plus impactés par la situation. Enfin, parce que rien ne peut remplacer le travail au sein d'une classe.

Le ministre doit l'admettre, avoir un discours clair, sans contradiction, pour ne pas tromper les familles, et cesser de pressuriser les personnels et les élèves.

Rappelons que la FSU se bat depuis des années contre la disparition et la dégradation des services publics, qui impacte surtout les familles des milieux populaires et rurales.

Guillaume Ancelet  
secrétaire départemental de la FSU 80